La Gazette des Journées Nationales 2023 - Dunkerque 31 août 2023

1er septembre 2023

La Gazette
DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

Une édition spéciale
Journées Nationales du DSU
à Dunkerque

LA GAZETTE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN, UNE REVUE SPÉCIALISÉE DÉDIÉE À LA PROMOTION ET AU PARTAGE DE BONNES PRATIQUES

Cette édition spéciale, richement documentée, n'est pas à vendre



Photographe : Josiane Angoue-Mihindou

Des méthodes pour faciliter l'insertion professionnelle

P.2

Des programmes innovants de formation, de mentorat et d'accompagnement voient le jour, permettant ainsi de réduire les inégalités sur le marché du travail.

Des quartiers populaires en pleine transformation urbaine

P.15

Une transformation urbaine significative se déploie dans les quartiers populaires de France, améliorant ainsi le cadre de vie des résidents. Des projets de réaménagement, tels que l'embellissement des espaces publics, la création de zones vertes et l'amélioration des infrastructures, contribuent à créer des environnements plus attractifs et harmonieux.

DOSSIER

Découverte d'initiatives dans les quartiers dunkerquois


Tournage d'un reportage sur l'impact du renouvellement urbain
Photographe : Josiane Angoue-Mihindou



Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Promotion de l'emploi et du développement économique local : quelles perspectives ?

L'ÉDITO

À chaque jour suffit sa peine. Cet adage, chacun peut le partager, tant les difficultés et autres embûches sont nombreuses pour toutes celles et ceux qui souhaitent créer leur activité professionnelle et trouver un emploi. Cela est d'autant plus vrai si l'on réside en Quartier Prioritaire Politique de la Ville, où les habitants cumulent un certain nombre de difficultés (effet d'adresse, mobilité, accès aux droits...). C'est un véritable parcours du combattant, car les démarches et les acteurs sont nombreux. Simplification ! Voilà le maître mot dont tout le monde parle. Les actes tardent à se concrétiser. Orienter, créer du lien entre les acteurs, travailler collectivement autour d'un parcours individualisé, serait-ce la solution ? Chacun peut en convenir, mais trouverons-nous une oreille attentive des pouvoirs publics, un engagement politique fort de la part de l'État ? Chiche ! La balle est dans leur camp, dans un contexte de reprise économique. Ne laissons pas une fois de plus ces habitants sur la touche. Dépassons les effets secondaires. En tout cas, les acteurs de terrain sont prêts. Dépassons les logiques de financement, faisons confiance au territoire pour trouver les solutions. Gagnant-gagnant, mettons tout le monde autour de la table (État, Région, Département, CAF, Communes, EPCI...) au sein d'un guichet unique. Les lourdeurs administratives ne doivent pas être un obstacle pour les habitants. Assez de maux, vive la simplification. Dans le Dunkerquois, le processus est enclenché, les fondations sont posées autour d'une nouvelle feuille de route territoriale avec la création future de 20 000 emplois. Tout le monde est prêt, avec des synergies uniques, où les conditions sont réunies pour tendre vers le plein emploi : adhésion des acteurs, équipements de grande qualité (Programme Entreprenariat pour tous, le campus réussite, la boutique de la réussite...).



Le portrait d'Ahmed Bouzouaïd

Sociologue et urbaniste, Ahmed Bouzouaïd associe depuis 20 ans stratégie et concrétisation de projets, dans les champs du développement territorial, de l'entrepreneuriat et de la culture. Étudiant, il décroche déjà ses premières missions de conseil dans le street-wear et l'industrie du hip-hop. A l'issue de ses études, il fonde MUSE.D.Territoires, agence d'innovation experte en impact territorial. Dès 2013, en France et aux États-Unis, il organise les formations Empowerment entrepreneurial. En 2019, il intègre Bpifrance pour déployer le programme national de soutien à l'entrepreneuriat des quartiers. Il est aujourd'hui Directeur du programme Entrepreneuriat pour tous ; la mission de Bpifrance en direction des territoires prioritaires. Il contribue à l'accompagnement des leaders des quartiers et des diasporas africaines. En tant que directeur du programme, il incarne les valeurs de l'engagement et de l'innovation, déterminé à soutenir et à promouvoir l'entrepreneuriat sur tous les territoires et notamment des quartiers populaires. Convaincu que ces territoires abritent une énergie entrepreneuriale prometteuse et une forte volonté de création, Ahmed Bouzouaïd croit en la nécessité d'accompagner les entrepreneurs des quartiers pour leur permettre d'accéder aux solutions de réussite, au même titre que leurs homologues ailleurs en France.

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

RETOUR SUR L'ATELIER THÉMATIQUE

Emploi dans les QPV: une affaire collective et politique !

Un territoire à fort enjeux : un taux de chômage important, la création de près de 20 000 emplois et des jeunes trop peu formés ! Du fait d'un foisonnement de partenaires intervenant dans le champ de l'insertion/emploi, qui peuvent parfois en perdre plus d'un, le territoire s'est organisé, grâce à une forte volonté politique tant de la communauté urbaine que des maires des communes, pour répondre de façon pragmatique à ces enjeux ! Les partenaires ont pu créer 3 outils pertinents (CANON !) , qui ont marqué nos rencontres : Campus de la réussite à Grande Synthe pour les jeunes de 0-26 ans : un lieu inspirant et innovant dédié à l'éducation, géré par la ville, accessible aux jeunes, parents, partenaires pour aider concrètement les jeunes dans leurs parcours. Incarnation matérielle et visuelle des dispositifs de réussite éducative et des cités éducatives. Maison des initiatives, structure associative, sorte de guichet unique de la création d'activités, de l'accompagnement au projet professionnel, illustrée par 2 créatrices d'entreprise qui nous ont bien fait comprendre l'utilité de l'outil : un lieu accessible, cocooning, qui comprend le projet, propose un accompagnement adapté. Sur place un atelier cuisine qui sentait bon la confiture à compléter peut-être d'un espace de travail plus modulable (couture, menuiserie...)! Un bel outil pour promouvoir l'ESS ! Un bus de l'emploi financé par BPI qui va au plus près des habitants des QPV, complété par une accessibilité des offres d'emploi mises en ligne dans tous les bus avec système de géolocalisation pour une diffusion large et ciblée. À noter que sur À noter que sur ce territoire l'ensemble du réseau de transport est gratuit, ce qui n'est pas négligeable pour toucher le plus grand nombre. La coordination partenariale sous la houlette d'Entreprendre ensemble, qui réunit La Mission Locale, le PLIE, la MDE, École de la 2ème chance, École de. production...et intervient sur plus de 50 communes, est un réel atout pour mettre tout le monde autour de la table, avancer dans le même sens, avoir une force de frappe collective : emploi pour toutes et tous, parcours sans couture au service de l'orientation, la montée en compétence et l'emploi !

Les enjeux sont les mêmes partout, donc allez-y, inspirez-vous de ces belles expériences, vous pouvez le faire ! Nous pouvons le faire !

Réflexion de professionnels

Mission Locale, Pôle emploi, développement éco, financement spécifique, droit commun, portage politique, participation citoyenne... autant de facteurs, de paramètres à appréhender pour créer une synergie territoriale et trouver les ingrédients pour répondre au plein emploi, qui se prépare dès l'enfance en appréhendant le champ de l'éducatif. Millefeuille de dispositifs ou guichet unique : quelle réponse apporter en fonction de la spécificité du territoire pour une meilleure lisibilité des actions et une coordination de l'écosystème des acteurs, au bénéfice des habitants en QPV ?

Lorsqu'un portage politique unique fait ses preuves, comme le campus de la réussite de la ville de Grande Synthe, un projet vivant qui évolue en fonction des besoins exprimés par les habitants, quelle est la meilleure stratégie pour impulser un projet ? Quand une gouvernance unique, issue d'une fusion d'entités, permet de mobiliser l'ensemble des acteurs légitimes d'un sujet commun, comme Entreprendre Ensemble, pour créer un parcours individualisé et sans rupture en mobilisant les compétences de partenaires experts, ne doit-on pas repenser nos modèles de gouvernance sans que le développement économique soit oublié du NPNRU, par exemple ? Coconstruire le mot juste d'une efficacité et d'une efficience des acteurs face à une opportunité territoriale en s'appuyant sur le monde de l'entreprise en amont du recrutement.



Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

REPORTAGE

Découverte de la “Boutique des Réussite”, du “Campus de la réussite” et “Bus de l’emploi”





Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Grande Synthe : De la chrysalide au papillon !

Le Campus de la Réussite

Initialement, un équipement dédié à la jeunesse pour des activités plutôt à dominante sportive, puis transformé en centre d'accueil pour un millier de migrants à la suite de l'incendie du camp de la Linière, ce qui a engendré de nombreuses difficultés. Au regard des statistiques défavorables : un élève sur deux quitte la scolarité sans diplôme, 50% de décrochages scolaires, 40% de chômage chez les jeunes de moins de 25 ans, et 63% de logements locatifs sociaux, la ville souhaite apporter une réponse à cette problématique. Impulsé par la nouvelle équipe municipale, le projet de Campus de la Réussite est né en 2020, dont l'inauguration a eu lieu en juin 2023 dans sa dernière version. Cet équipement s'adapte au contexte Local et adapté aux besoins des habitants. C'est un équipement ouvert de 0 à 25 ans révolus, multi-partenarial. Ces locaux sont modulables à l'infini, innovants, hyper connectés, et proposent une offre d'accompagnement entre l'individuel et le collectif. Tiers-lieu éducatif, il offre un apprentissage par « le faire », avec des ateliers de soutien scolaire et de préparation au brevet et au bac, favorisant la confiance et l'estime de soi, ainsi que la mise en réseau pour l'obtention de tous types de stages, du brevet aux grandes écoles. On y trouve également des ateliers linguistiques, des ateliers parentalité, des ateliers de découverte des métiers, et des parcours d'insertion en réalité virtuelle.

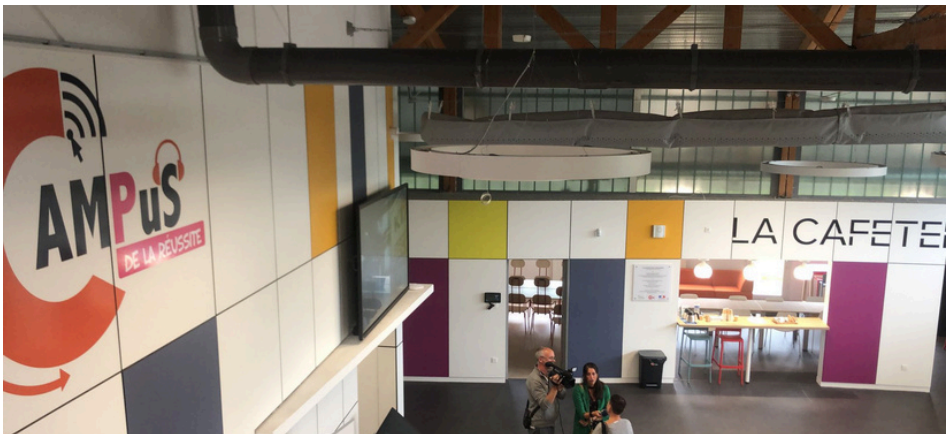
La Boutique des Réussites

Notre deuxième visite nous a amené à découvrir la Boutique des Réussites, un lieu central dans la ville, dont l'objet est de permettre à un public âgé de plus de 25 ans, de construire son entreprise et d'être accompagné dans le développement des compétences nécessaires à la réussite de son projet. Elle permet de tester son activité commerciale dans une démarche sécurisée et bienveillante, en évitant les contraintes administratives et financières, ainsi que dans le développement de son activité. Interview Flash du Directeur général de l'Association Entreprendre Ensemble, Arnaud Declunder : Son projet social est particulièrement singulier car il permet de réunir sous une même entité les principaux partenaires locaux de l'emploi et de la formation.

L'opportunité est là puisque 13 industriels vont s'implanter sur le territoire et vont générer la création de 20 000 emplois dans les 10 ans à venir.



> **Cette initiative s'appuie sur la mobilisation de nombreux acteurs locaux**



Education : Comment faire alliance ? Les ingrédients de la réussite

L'ÉDITO

L'éducation est un enjeu majeur et partagé : elle mérite la création d'alliances entre tous les partenaires. Aujourd'hui, si les inégalités éducatives semblent être un constat commun à tous les acteurs de l'éducation, le besoin d'expérimenter est plus que jamais d'actualité. Le projet d'école du futur du Banc Vert est innovant et ambitieux, en proposant des espaces mutualisés entre l'école et la maison de quartier, tout en ouvrant l'école sur le quartier. Beau, sobre, et adapté aux transitions nécessaires, il impulse une dynamique et agira comme un aimant pour attirer les enfants, les parents, les habitants et les professionnels au sein d'une même communauté. Ce projet contribue à faire de l'école un lieu où l'on a envie d'aller.

Décidé en 2020, le bâtiment qui cherche encore son nom ouvrira ses portes en 2024. Il reste quelques mois à l'ensemble des acteurs pour s'accorder sur un projet de fonctionnement qui respecte les contraintes de chacun et soit l'occasion d'innover. La confrontation des pratiques et des points de vue semble inévitable, mais l'envie collective d'investir un lieu novateur permettra de dépasser les éventuels frottements pour trouver un consensus entre professionnels engagés, habitants impliqués, élus et techniciens des collectivités. Cette alliance en construction permet, au sein d'une équipe projet resserrée, de faire dialoguer les différents dispositifs déployés sur le territoire (PRE, Cité éducative, NPRU, Contrat de ville...) et de challenger des coopérations professionnelles. Tel que souligné par Véronique Laforets, chercheuse spécialiste de l'éducation, c'est là l'enjeu majeur pour améliorer la situation éducative dans les quartiers. La complémentarité des acteurs et la confiance mutuelle restent déterminantes pour atteindre l'objectif commun : tendre vers une égalité réelle en matière éducative.

Une ambition collective qui nécessitera d'accepter un chemin périlleux mais nécessaire !



Le portrait de Véronique Laforets

Après une carrière de terrain dans les premiers QPV de Grenoble, Véronique Laforets reprend ses études et prend en charge les fonctions supports dans diverses missions autour des questions éducatives dans les quartiers prioritaires. Parallèlement, elle mène des recherches en sociologie, là encore sur les questions éducatives et plus particulièrement dans les quartiers populaires.Le lien au droit commun est central dans les démarches éducatives en politique de la ville. Des obstacles sont nombreux, les modes d'organisations sont alors la clé de la réussite des dispositifs. La mise en place des programmes spécifiques (Programme de Réussite Éducative ; Cités Éducatives...) a d'un côté favorisé la mise en place d'actions concrètes sur le terrain, mais elles ont aussi favorisé la création d'une organisation en silo, perméable, qui nuisent à l'efficacité globale des projets.
Selon Véronique Laforets, c'est bien les enjeux de coopération qui permettront de casser ces silos, et d'améliorer les situations éducatives dans les quartiers. De l'élu au chef de projet, de la collectivité à l'État en passant par l'éducation nationale, l'ensemble des acteurs doivent prendre conscience que leurs actions sont complémentaires et qu'elles sont toutes utiles réciproquement. Tous les nouveaux dispositifs qui permettent de faire croiser les différentes visions, les différentes compétences et moyens sont bonnes à prendre, ce sont les clés du développement des actions.

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Retour sur l'atelier thématique

AVEZ VOUS LE BAFA ?

Il était une fois... J'arrive en retard au parcours éducation, je m'installe et regarde le cercle. La première question de l'experte est : Qui a le BAFA ? Le cadre est posé. Me serais-je trompé d'atelier ? Mais non, Véronique Laforêts est bien là pour nous parler de trois thèmes essentiels :

Alliance autour du temps libre des jeunes enfants

Véronique Laforêts commence par rappeler l'importance du temps libre en dehors de l'école, qui permet de développer la curiosité intellectuelle et l'ouverture au monde. Ce temps libre a progressivement été délaissé par l'État, entraînant les collectivités dans la même dynamique. Conséquence : les interventions institutionnelles sont désormais centrées sur l'école, laissant aux familles la responsabilité du temps libre, accentuant les inégalités. Or, les enjeux de la mixité sociale se jouent sur le temps libre plutôt que sur l'école, qui est assujettie à la carte scolaire.

Alliances partenariales

Les dispositifs éducatifs sont par essence des outils partenariaux confrontés à des difficultés telles que les cultures professionnelles différentes, les conceptions déontologiques différentes, les tensions entre les générations de professionnels, les contraintes d'agenda entre le monde professionnel dans le temps scolaire et hors scolaire, la réputation professionnelle, le rapport au territoire différent, la stabilité professionnelle, les modes d'évaluation, et la logique de dispositif.

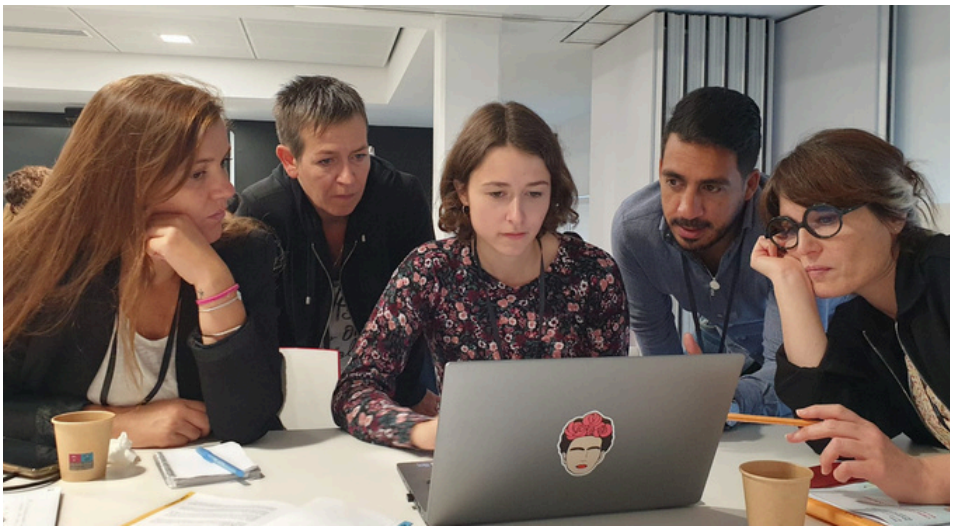
Hier et demain : capitaliser l'histoire éducative locale

La mémoire des actions et expériences est souvent détenue par quelques individus ou perdue. Les difficultés mémorielles des institutions et l'amnésie collective rendent difficile la capitalisation, souvent perçue comme une perte de temps. Pourtant, capitaliser, c'est ancrer l'action dans le local, en évitant d'être happé par des dispositifs nationaux standardisant les projets.



Réflexion de professionnels

Pour amorcer des alliances éducatives, on travaille autour de partenariats techniques, financiers, voire politiques. Depuis des années, on constate que des partenariats avec l'Éducation Nationale fonctionnent bien dans le cadre du Programme de Réussite Éducative, car il existe un dialogue direct avec des interlocuteurs identifiés. En revanche, cela s'avère plus compliqué avec les Cités éducatives en raison de la présence de nombreux acteurs autour de la table. En Politique de la Ville, il y a souvent une préoccupation prédominante pour les alliances administratives et les opportunités financières, mais on néglige parfois les enjeux fondamentaux de l'éducation. Avant de rechercher des dispositifs financiers tels que le PRE, les Cités éducatives ou le CLAS, il est crucial d'initier un dialogue en amont pour travailler sur les enjeux éducatifs et convenir d'objectifs communs, à savoir laréussite des jeunes. Une fois que cette base solide est établie, on peut alors envisager de mobiliser les dispositifs financiers. Le contraire risque d'engendrer des rivalités, des malentendus et des blocages entre les collectivités territoriales, l'Éducation Nationale et les acteurs de la continuité socio-éducative.Il est également essentiel de mettre en place des alliances éducatives pour le temps libre, comme le permettent les projets éducatifs de territoire (PEDT). Ces PEDT peuvent favoriser le travail collectif sur les enjeux éducatifs.



En pleine réflexion professionnelle, les pros se questionnent et interrogent leurs pratiques

Dans cette dynamique d'impulsion de partenariats, la question se pose de savoir qui est légitime pour réunir les acteurs autour de la table : l'État par le biais de ses représentants de l'Éducation Nationale, les délégués du Préfet, ou bien l'échelle de l'EPCI (Établissement Public de Coopération Intercommunale) qui détient la compétence légale en matière de Politique de la Ville ? On a l'impression que la jeunesse est appréhendée principalement sous les aspects de la prévention de la délinquance et de la prévention spécialisée. Or les jeunesses sont plurielles. Enfin pour créer des alliances éducatives il faut que chaque territoire ait une équipe Politique de la Ville structurée et avec une organisation compréhensible pour rassurer l'Education Nationale. Une organisation complexe ne va pas aider l'Education Nationale à identifier ses interlocuteurs directs.



La fresque collaborative réalisée par Mikko Umi orne la palissade du chantier de "l'école du futur"

REPORTAGE

Découverte de l'école du futur du quartier du Banc Vert

La maison du quartier du Banc Vert nous a accueillis pour nous présenter le projet de "l'école du futur", qui sera plus qu'une école. A l'origine, plutôt que de rénover deux ou trois écoles vétustes, le choix a été fait de construire un bâtiment neuf multi-usages sur une surface délimitée par le commanditaire, soit 3000m2. Au-delà de l'économie d'espace, ce choix comportait également une très forte préoccupation traduite dans le choix des matériaux de construction, dans la réflexion sur l'environnement du site (arbres préservés, piétonnisation, création d'un parc urbain et deux potagers, un dans le parc et un sur le site, en terrasse...).





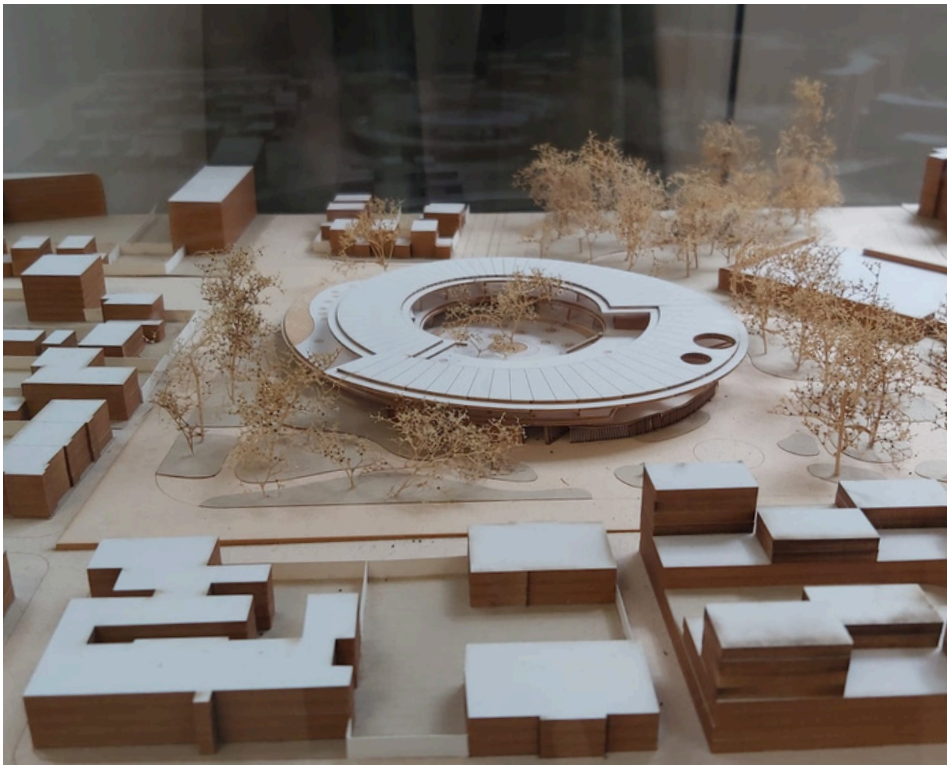
Le chantier de l'école du futur dans le quartier du Banc Vert et une modélisation 3D du bâtiment

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Du côté social, le nouveau bâtiment doit permettre : de faire "passerelle" en accueillant du public tout au long de la vie via l'école primaire, la maison de quartier, les permanences sociales, le PRE, de réunir les habitants de deux quartiers (résidentiel et QPV) et ainsi de favoriser la mixité sociale. L'accueil qui nous a été réservé par les habitants et les équipes de la maison de quartier et de la mairie a été chaleureux et a confirmé un véritable enthousiasme vis-à-vis projet. La présentation complète et intéressante du projet par les différents techniciens a suscité les interrogations suivantes :

D'où est partie l'idée ? Comment s'est faite la concertation ? Quels freins rencontrés tant au niveau institutionnel que sur le terrain ?

En particulier la place de l'éducatif dans le projet ne nous est pas clairement apparue. Nous aurions apprécié la présence de l'Education Nationale notamment qui aurait certainement permis de répondre à nos interrogation. Par exemple, la réduction du programme de 5000 à 3000m2 ne semble pas avoir été interrogée en termes de conséquences pédagogiques, un peu comme si les éducateurs scolaires ou de la Maison de quartier allaient devoir faire avec. Il serait intéressant de pouvoir suivre l'évolution du projet dans les années à venir.





(En haut) Maquette de l'école du futur. (En bas) Visite du chantier dans le quartier du Banc Vert.

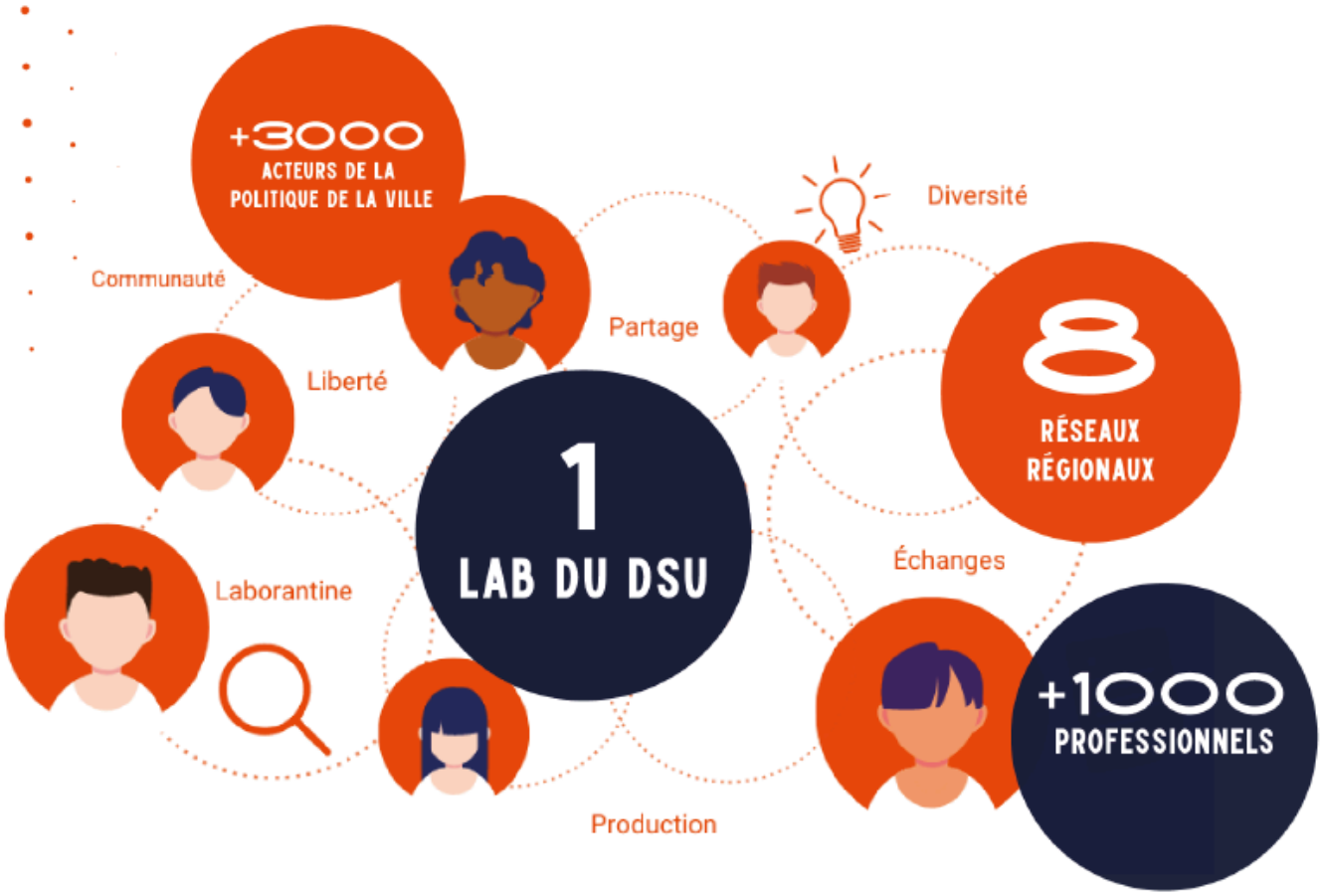
> **C'est plus qu'un simple lieu d'apprentissage, c'est un lieu de vie**



Publicité

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

IR DSU Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain



Rejoignez nous !

La communauté des professionnels du développementsocial urbain

Publicité

Les transitions au service de la qualité de vie des habitants : l'alimentation comme levier d'action

L'ÉDITO

Bravo les pauvres d'être pauvres !

Avec vos pratiques de sobriété, vos vacances dans le quartier, vos déplacements à pied, vos objets recyclés, toutes vos idées "système D", et votre solidarité pour aider... Merci ! Néanmoins, avec vos îlots de chaleur, vos particules fines à respirer... attention, danger ! Quand les inégalités environnementales et sociales se rencontrent, on ne peut pas ignorer les relations de domination envers les êtres humains. Pour adopter des pratiques vertueuses, nous avons beaucoup à apprendre de nos quartiers, mais comment s'en inspirer ? Des initiatives existent pour se réapproprier son cadre de vie, son alimentation, sa santé... C'est l'objectif d'une écologie qui réactive l'éducation populaire : redonner du pouvoir d'agir et de la dignité !

Sommes-nous prêts, collectivement, à relever ce défi ?



Les portraits de Pierre-Edouard Martin et Fatima Ouassak

Pierre-Edouard Martin, directeur adjoint de l'IREV, mène des actions pour sensibiliser les acteurs aux transitions suite à une canicule majeure en 2019 dans les Hauts-de-France. Les températures élevées fréquentes ont remis en question les politiques publiques, dont le renouvellement urbain. L'IREV se concentre sur l'étude de la vulnérabilité des populations dans les quartiers populaires (santé, alimentation, etc.), la vulnérabilité du quartier en lui-même (son aménagement), et l'articulation avec les politiques de droit commun, en lien avec les politiques courantes. En effet, les transitions ne sont pas une solution isolée pour résoudre les problèmes des quartiers, mais une méthode de travail qui doit être au cœur de la réflexion sur la régulation des autres problèmes.

Fatima Oussak est une politologue, militante écologiste, féministe et antiraciste. Co-fondatrice du syndicat Front de mères en 2016 et porte-parole. Créatrice du collectif Ensemble pour les Enfants de Bagnolet, promouvant une cantine végétarienne. Présidente de l'association, elle lutte pour des cantines alternatives et contre les enjeux alimentaires et industriels. À l'origine de Verdragon, premier lieu d'écologie populaire avec Alternatiba. Elle est également autrice et présidente de l'organisation Réseau Classe/Genre/Race, organisation féministe. Son dernier livre, "Pour une écologie pirate", vient de paraître aux éditions La Découverte.

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Retour sur l'atelier thématique

Pierre-Édouard Martin, nous rappelle le contexte et les vulnérabilités spécifiques des habitants des quartiers prioritaires : la configuration des quartiers prioritaires et des logements face à l'impact des diverses crises (alimentaire, énergétique, etc.). Même si les statistiques pourraient freiner les initiatives, les expériences ont permis de montrer l'intérêt d'accompagner les initiatives citoyennes qui mobilisent les habitants sur ces sujets. Fatima Ouassak, présente la Maison de l'écologie populaire Verdragon, un tiers-lieu implanté à Bagnolet. Plus qu'un simple espace, Verdragon a permis de stimuler diverses actions liées à l'alimentation et à la lutte contre la pollution, telles que des conférences musicales et gourmandes, des balades alimentaires, etc. Elle insiste sur les facteurs clés de réussite pour enclencher la dynamique : la mobilisation de tous les publics, y ompris les enfants, la mixité sociale, l'appui sur les références culturelles des habitants, et la désignation d'un référent professionnel chargé de suivre l'intégralité du projet. La ville de Grande-Synthe joue également sur les mêmes leviers.

En tant que projet politique global et cohérent, basé sur le mouvement des villes en transition, la ville de Grande-Synthe a considérablement développé le volet de l'alimentation durable. Des jardins en pied d'immeuble aux cultures maraîchères dans les quartiers, de la micro-ferme à l'université populaire, en passant par la forêt comestible, les habitants sont acteurs dans tous ces projets et ne subissent pas les transitions, mais en sont à l'initiative des changements.

Les visites permettent de souligner l'importance du partenariat local, des acteurs publics ou privés (Communauté urbaine de Dunkerque, département du Nord, acteurs associatifs...), ainsi que des appuis financiers tels que la Fondation CARASSO et son programme TETRAA.



Fatima Ouassak & Pierre-Edouard Martin durant l'atelier

Réflexion de professionnels

Le regard des techniciens est assez complet concernant la démarche de transition par l'alimentation à Grande-Synthe face aux défis des transitions. Il aurait été encore plus enrichi en croisant le point de vue des habitants et du tissu associatif sur la coordination, l'implication et l'articulation des actions. Nous nous interrogeons également sur les impacts en termes d'utilité sociale des projets sur la précarité, l'autonomie, l'insertion, et le pouvoir d'agir des habitants. Il nous semble important de ne pas exclure la notion de justice sociale et climatique dans la transition, en partant des besoins, des pratiques, et de l'héritage des habitants.



Les professionnels durant la visite réalisée par le DDTour autour du projet d'alimentation de Grande-Synthe

REPORTAGE

Découverte du projet d'alimentation durable de Grande Synthe

Elaboré par le Cerdd (Centre de Ressource du Développement Durable) et ses partenaires le DD tour est un panel de visites professionnelles clés en main créé pour aller à la rencontre des entreprises, collectivités et associations qui font du développement durable au quotidien.







(En haut) L'université populaire de Grande-Synthe. (En bas à gauche) Pauline et Julien, les guides jardiniers. (En bas à droite) Jardin collectif Pierre Rabhi

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Université populaire, un outil au service de la transition écologique et de l'éducation populaire

Territoire bouleversé par l'arrivée de la sidérurgie sur l'eau, la ville de Grande Synthe a connu une explosion démographique dans les années 70. La création de l'université populaire en 2010 s'inscrit dans une démarche d'accompagnement, suite à l'arrivée d'une population ouvrière de différents horizons, et dans une stratégie de résilience territoriale. Ce service municipal a pour principale mission de semer des idées comme on sème des graines et d'en récolter les fruits. Ainsi l'université populaire propose un certains nombres d'actions et d'outils pour développer les compétences, les échanges et l'esprit critique. Les différences de cultures s'entremèlent pour vivre ensemble comme se construit le jardin qui constitue la vitrine de l'université. Ainsi l'université populaire propose un certains nombres d'actions et d'outils pour développer les compétences, les échanges et l'esprit critique. Les différences de cultures s'entremèlent pour vivre ensemble comme se construit le jardin qui constitue la vitrine de l'université. Le jardinage est un pretexte pour réflechir plus largement et s'ouvrir aux modes de consommation. Des conférences sont organisées et ouvrent le débat sur des sujets de société tels que l'autonomie des habitants, l'accessibilité et la vulgarisation de l'information, la réforme des retraites, le nucléaire, ou encore la sécurité sociale. Des guides diffusés aux habitants viennent également capitaliser ces échanges. L'université a pour vocation d'encourager et d'accompagner des projets concrets pour et avec les habitants. Cette démarche originale dans les Hauts de France permet de rendre la ville aux habitants et de faire le lien avec les autres projets communaux (ferme urbaine, jardins populaires) toujours dans une logique d'appropriation par les habitants.

Un jardin partagé pour cultiver les liens et la terre »





Visite du jardin collectif Pierre Rabhi

Les bailleurs sociaux : des acteurs clés pour un partenariat efficace dans les quartiers

L'ÉDITO

La mobilisation de l'abattement TFPB des bailleurs sociaux : un outil au service d'une stratégie partagée.

“De toute façon, les bailleurs utilisent l'abattement TFPB pour faire du sur-entretien.” Mais de quoi s'agit-il précisément ? L'abattement TFPB doit-il financer des réparations d'ascenseurs ou la création de jardins partagés ? Le sur-entretien doit être défini et justifié. Une relation de confiance doit être construite pour éviter la méfiance.
L'abattement TFPB est un outil, alors comment pouvons-nous l'utiliser comme levier pour améliorer le cadre de vie dans le cadre d'un projet de territoire global, un engagement pour les quartiers à l'horizon 2030, et donc une inclusion nécessaire dans le contrat de ville ?

Comment pouvons-nous y parvenir ? Cette approche globale ne sera possible que si un partenariat solide est établi et maintenu entre les Villes, l'EPCI, les bailleurs et l'État. Il s'agit de mobiliser l'ensemble des acteurs locaux, en allant au-delà des projets NPRU, pour identifier les enjeux liés à la gestion urbaine et sociale de proximité.

Qui est impliqué dans ce processus ? Les habitants ou les locataires sont essentiels. Si nous travaillons sur un projet de territoire, l'ensemble des habitants est concerné par les projets financés grâce à l'abattement TFPB. Que ce soit via le conseil de concertation locative des bailleurs, les conseils citoyens ou d'autres instances de participation, les habitants doivent être au cœur des choix des projets.
Sensibilisation et formation : Les bailleurs sociaux doivent s'engager de manière interne. En effet, l'abattement TFPB n'est pas toujours bien compris en interne, et il n'est pas nécessairement porté par l'ensemble des agents. Cela nécessite une formation de toutes les parties prenantes.
Et si les bailleurs travaillaient ensemble au service du territoire ? La mutualisation des actions, à l'exemple de projets sur la réhabilitation accompagnée des logements, pourrait être une solution. Cela requiert la mise en place de rencontres inter-bailleurs, une compréhension du fonctionnement de chacun, la défense d'une voix collective, et la création d'une cohérence. Cette approche permettrait également une mobilisation inter-quartier. Ensemble, tous ensemble ! Les techniciens sont là, prêts à contribuer. Les décideurs, à vos agendas !



Le portrait d'Arash Khalabari

Arash Khalatbari, architecte formé en Île-de-France et spécialiste en réhabilitation en milieu occupé, travaille à la Réunion pour ASHLMR, un bailleur social. Il mène une thèse axée sur la sociologie urbaine et la cohésion résidentielle à travers des représentations sociales. Il met en avant l'importance de considérer les territoires habités de manière multidimensionnelle.
Il souligne le rôle des représentations sociales et analyse les phénomènes de psychologie de groupe. Arash a été coordonnateur politique de la ville, avant de devenir directeur de l'action sociale. Il s’est lancé dans une évaluation d’économie de l’action sociale avec une approche « coût évité de l’action sociale » évaluant l'impact économique de l'accompagnement social. Il montre que chaque euro investi génère 43€ d'économies territoriales, en favorisant l'intégration au marché du travail. Il étudie également le maintien à domicile des personnes vulnérables, soulignant le rôle crucial du bailleur social. Arash explore le lien entre la politique de la ville et les bailleurs sociaux, notant que la présence de logements sociaux ne signifie pas nécessairement un désordre social, mais peut être corrélée à la pauvreté et la vulnérabilité. Il questionne la gestion sociale et souligne les obligations juridiques des bailleurs pour assurer la tranquillité des lieux.

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Retour sur l'atelier thématique

Le territoire peut être défini comme un espace où s'exercent divers pouvoirs, et la cohésion sociale dépend grandement de la qualité et de la nature de ces interactions. L'architecture territoriale exerce une influence significative sur les liens sociaux. Il est crucial de considérer le territoire dans sa globalité, car les actions mises en place ne sont pas nécessairement applicables de manière uniforme à tous les territoires, et la création d'une liste à la Prévert n'est pas envisageable dans l'écriture des dispositifs sociaux.

Prenons l'exemple du bailleur ASHLMR, avec l'intervention d'Arash KHALATBARI, qui met en place une stratégie innovante pour l'Abattement Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (ATFPB) en utilisant des méthodologies novatrices. Cette approche scientifique lui permet de déterminer des priorités d'intervention, notamment en utilisant le modèle tetraclasse de Llosa et l'approche SROI (indicateur Social Return on Investment), une méthode lui permet de déterminer des priorités d'intervention, notamment en utilisant le modèle tetraclasse de Llosa et l'approche SROI (indicateur Social Return on Investment), une méthode purement économique mesurant l'impact de l'accompagnement social en soutenant les bénéfices du lien social.

Plusieurs enjeux ressortent de ces enquêtes, notamment ceux liés à la santé, en particulier en relation avec le vieillissement de la population, Painsi que les défis liés au maillage partenarial et à l'utilisation de l'ATFPB dans le cadre du contrat de ville. Il est crucial de répondre de manière adaptée aux besoins des habitants, souvent en décalage avec les ambitions des experts. Dans cette enquête, les habitants exprimaient le désir d'améliorer leur cadre de vie et de renforcer leur sécurité. habitants exprimaient le désir d'améliorer leur cadre de vie et de renforcer leur sécurité. ASHLMR a mis en place des approches innovantes, notamment en mettant l'accent sur la présence humaine, par exemple par exemple à travers l'emploi dmédiateurs de rue. De plus, la création d'une association inter-bailleurs (GUE) vise à maximiser l'utilisation de l'ATFPB et à mobiliser les financements existants pour co-construire des projets bénéfiques pour les habitants des quartiers prioritaires de la Ville. Cependant, la question de l'écriture des futurs contrats de ville met en lumière le besoin de flexibilité, notamment en ce qui concerne les limites territoriales rigides.

La notion de quartier perçu et la participation citoyenne demeurent des préoccupations majeures pour l'ensemble des parties prenantes. En guise de recommandation, il serait judicieux d'utiliser les instances existantes en matière de cadre de vie, de cohésion sociale, et de prévention pour définir collectivement la stratégie d'utilisation de l'ATFPB.

Réflexion de professionnels

Arash met l'accent sur les représentations sociales, qui, selon lui, jouent un rôle majeur, mais restent souvent peu étudiées. Il évoque le phénomène de psychologie de groupe dans son analyse des événements.

Dès 2015, Arash a été nommé coordonnateur politique de la ville, avant de devenir directeur de l'action sociale en 2019 englobant différents services tels que le travail social, le développement local dans les quartiers populaires et l'insertion par l'économie.Il s'est lancé dans une évaluation d'économie de l'action sociale avec une approche « coût évité de l'action sociale ». Par exemple, il montre qu'un enfant accompagné par des services sociaux coûte à la société, mais lorsqu'il intègre le marché du travail, il génère des revenus en participant à l'économie. Ainsi, pour chaque euro investi dans l'accompagnement, il y a une économie de 43€ pour le territoire, un résultat significatif. Il a également étudié d'autres aspects tels que le maintien à domicile des personnes âgées et des personnes souffrant de troubles psychologiques, soulignant l'importance du rôle du bailleur social dans ces domaines.



Arash expliquant la notion de territoire durant l'atelier thématique

Il lui tient à cœur de systématiser une méthodologie rationalisée d'intervention en intégrant les étapes de diagnostic, la détection des défis et ressources, la genèse des projets et puis l'évaluation de ces derniers. Cette méthodologie met en exergue les liens étroits qu'il nous faut bâtir entre chaque territoire ou plutôt « micro-territoire » et les projets sociaux. Ceci donne son sens à la sémantique du « développement local » L'ingénierie se doit de naitre depuis le terrain à l'image de la croissance végétale afin d'optimiser les impacts souhaités. Clairement la simple notion de la pauvreté est insuffisante pour s'approprier les enjeux spécifiques et détaillés des problématiques.il nous faut de l'immersion et des liens à bâtir avec les habitants.

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

REPORTAGE

Découverte du quartier de Saint-Pol-sur-Mer

Construite par la Compagnie des chemins de fer du Nord au début des années 1920, la cité des Cheminots de Saint-Pol-sur-Mer a été pendant des décennies une véritable communauté en elle-même. Elle disposait de ses propres commerces, services sociaux, activités festives, sportives et culturelles, ainsi que d'une église et d'une piscine, le tout fonctionnant sous la supervision attentive du garde champêtre.







(En haut à gauche) Panneau devant le chantier de renouvellement urbain. (En haut à droite) Carte dévoilant le nouveau plan de la résidence Jean-Bart - Guynemer. (En bas) Bâtiment dégradé du quartier de St-Pol-sur-Mer

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Dans le cadre du NPNRU (Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain), les habitants ont exprimé le désir de préserver la mémoire du quartier "Cheminot" en créant une mémoire vivante. Lors des premières réunions sur la rénovation urbaine du quartier, certains voisins se sont réunis et ont exprimé leurs inquiétudes quant à la possibilité que le projet efface l'histoire de la cité des cheminots. Le service politique de la ville a pris en compte ces préoccupations pour mettre en œuvre ce projet en collaboration avec des partenaires.
La "Balade du Cheminot" consiste en une promenade dans le quartier, le long d'un parcours mémoriel situé dans la commune de St Pol sur Mer, offrant une expérience ludique d'environ 45 minutes. Ce parcours, illustrant les étapes clés du développement de cette cité emblématique, raconte comment le patronat de l'époque a offert à ses salariés, dans les années 1920, de nouveaux équipements tels qu'une piscine, un espace santé pour les nourrissons, une coopérative dédiée aux cheminots pour l'accès à des denrées alimentaires, une salle de sport, et même les premières colonies de vacances.

“Garder la mémoire vivante”

Cette balade traverse la rue Edmond Flamand, fondateur de l'orphelinat des chemins de fer. Les visiteurs suivent un jeu de piste conçu pour leur permettre de se mettre dans la peau d'un habitant de l'époque. Suite à l'initiative des habitants, le premier adjoint de la ville, M. Deguines, a mobilisé le service politique de la ville pour accompagner cette démarche. En termes de communication, une page Facebook a été créée pour mobiliser les habitants souhaitant laisser leur trace dans le cadre du projet de mémoire. L'objectif est de transmettre l'histoire aux générations futures, et pour ce faire, l'école, la maison du patrimoine et la maison de quartier continuent à promouvoir cette visite.

Le bailleur ICF (Société Immobilière des Chemins de Fer) a été sollicité pour obtenir un financement, et les services techniques et de communication de la ville de Saint Pol sur Mer se sont impliqués dans le projet. Le projet, soutenu notamment par le bailleur ICF, vise à encourager les initiatives des habitants par le biais d'un appel à projet simplifié avec un financement maximal de 3000 euros. Ainsi, 2000 euros ont été mobilisés pour ce projet.



Pancarte de la “balade d’Edmon”, un parcours mémoire dans le quartier de St-Pol-sur-Mer

Lutte contre les discriminations : comment agir concrètement ?

L'ÉDITO

Nous, professionnel·les et citoyen·nes engagé·es au sein des quartiers populaires dans la lutte contre les discriminations, sommes ravis de constater l'existence d'un parcours dédié à cette thématique.

Nous nous trouvons parfois désespéré·es, parfois déterminé·es, face à la constatation persistante des discriminations à tous les niveaux de la société, en particulier les discriminations institutionnelles systémiques, qui entravent la promesse républicaine de fraternité et d'égalité.

Il ne fait désormais aucun doute que les études scientifiques abondent pour les démontrer, et pourtant nous sommes confronté·es à un véritable scandale démocratique : l'exclusion de facto d'une partie de la population française du processus démocratique. Il est maintenant urgent d'agir de manière concrète, en levant notamment le déni sur les discriminations ethno-raciales. Les actions de lutte contre les discriminations ne peuvent se limiter au seul domaine de la politique urbaine, mais doivent être étendues à tous les niveaux de gouvernement et à l'ensemble des politiques publiques.

Il est essentiel de doter ces efforts des ressources humaines et financières nécessaires pour répondre à cet enjeu républicain.



Le portrait de Julien Talpin

Chercheur en science politique au CNRS, Julien Talpin, se focalise sur l'étude de l'expérience des discriminations et des inégalités dans les quartiers populaires, ainsi que sur la participation et l'engagement dans ces mêmes quartiers. Son travail s'articule principalement autour de deux thématiques : la mobilisation anti-raciste contre les discriminations et la mobilisation autour du logement et de la rénovation urbaine.
Dans ses enquêtes de terrain, il constate que la question policière revient fréquemment, bien qu'il se concentre principalement sur l'expérience des discriminations de manière plus transversale. Les conséquences des discriminations sur la vie des personnes sont multiples : difficultés d'accès à l'emploi, au logement, à l'éducation et aux soins de santé, ainsi que des problèmes de santé mentale tels que la dépression, l'anxiété et le stress post-traumatique. Pour combattre efficacement ces discriminations, Julien Talpin préconise une approche multidimensionnelle, incluant des mesures de sensibilisation, de formation et de sanctions. Il souligne également l'importance de donner aux habitants des quartiers populaires les moyens de s'exprimer et de défendre leurs droits.
Dans cette perspective, il met en avant le rôle crucial des formations, en particulier celles qui visent à faciliter l'accès aux droits des personnes concernées.

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Retour sur l'atelier thématique

Julien Talpin, sociologue et expert des enjeux de lutte contre les discriminations et de l'engagement dans les quartiers populaires, est intervenu lors de l'atelier thématique pour apporter des clés d'analyse de la LCD (Lutte Contre les Discriminations) dans les quartiers politiques de la ville.

Concernant le constat, il rappelle que les habitants des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) sont souvent perçus comme les auteurs des discriminations, alors qu'en réalité, ce sont eux les principales victimes. De plus, les habitants des QPV ont tendance à minimiser les discriminations dont ils sont l'objet, ce qui a pour conséquence de sous-évaluer le phénomène discriminatoire, en particulier les discriminations ethno-raciales. En plus des conséquences collectives, ces discriminations ont des impacts individuels, tels que des problèmes de santé mentale, un sentiment de victimisation, et un repli sur soi, ce qui peut contribuer à renforcer l'ethnicisation et l'identité communautaire.

En ce qui concerne la mise en œuvre, malgré de nombreuses initiatives visant à objectiver la réalité de ce processus, il est difficile de dépasser cet état de fait et d'agir concrètement pour lutter contre ces discriminations. Pour citer P. Simon, "La lutte contre les discriminations n'a pas eu lieu." Parmi les obstacles identifiés, J. Talpin souligne la politisation de l'expérience des discriminations, qui biaise le débat public. On observe notamment un glissement sémantique qui minimise le phénomène : au lieu de parler clairement des discriminations, on utilise des termes tels que "valeurs de la République, intégration, égalité des chances, vivre ensemble"...

Il souligne également les relations compliquées entre les associations et les pouvoirs publics sur ce sujet, ce qui tend à encourager l'autocensure (loi sur le séparatisme, Contrat d'Engagement Républicain, par exemple). Les modalités de financement par subvention placent les associations dans une position de faiblesse, tandis que la suspicion communautaire est utilisée pour discréditer le travail de certaines associations. Enfin, les agents des collectivités éprouvent également des difficultés sur ce sujet lorsqu'il n'y a pas de soutien politique fort pour faciliter une mise en œuvre concrète.

Alors, comment renforcer la lutte contre les discriminations ?

Il est nécessaire de former les personnes en position de pouvoir, qu'il s'agisse des ressources humaines, des chefs d'établissements scolaires, des élus, des entreprises ou de la police, au-delà de la formation des jeunes et des habitants.

Il faut partir du vécu des habitants, en écoutant et en respectant leur réalité (approche "aller-vers").

Il est important de ne pas abandonner, de susciter l'indignation face à ce scandale démocratique et de maintenir la mobilisation pour la lutte contre les discriminations.

Réflexion de professionnels

Les acquis... les victoires

Au fil du temps, la lutte contre les discriminations a enregistré des avancées significatives. Les discussions sur les discriminations ethno-raciales se sont libérées et leur nécessité est de plus en plus reconnue. La question de l'égalité femmes/hommes est devenue une priorité politique avec la création de postes dédiés. Les formations et actions concrètes se multiplient, soutenues par des preuves tangibles et des dynamiques locales (loi de 2005 hadicap, Cap emploi, Maison Départementale des Personnes Handicapées). Des initiatives ambitieuses (en collaboration ou non) ont vu le jour dans différentes villes, telles que Grenoble, Lille, et



Le jeu comme moyen pour éduquer et sensibiliser les plus jeunes comme les moins jeunes.

Villeurbanne. De plus, les programmes de formation des travailleurs sociaux et des fonctionnaires évoluent pour mieux aborder les questions de discriminations. Un socle important a été établi avec l'existence d'un plan de lutte contre les discriminations dans de nombreuses collectivités. Des exemples de victoires notables incluent la reconnaissance des droits des chibanis de la SNCF, un accord de pension pour les tirailleurs sénégalais et l'anonymisation des dossiers dans les Comités Intercommunaux de Logement (CIL), ainsi que divers outils pédagogiques dédiés.

A poursuivre... les espoirs

Cependant, des défis subsistent. Les approches demeurent souvent distinctes et insuffisamment transversales, en particulier en ce qui concerne les spécificités liées au genre, telles que les personnes non binaires et LGBTQIA+. De plus, les

médias et de nombreux responsables politiques continuent d'adopter des positions réactionnaires et résistent à l'idée d'égalité, voire renforcent la stigmatisation. Le plafond de verre persiste pour de nombreux groupes de populations. Il est donc nécessaire de former, soutenir et accompagner des leaders et des personnalités locales, tout en mobilisant et sensibilisant le monde politique. Mobiliser et sensibiliser les acteurs politiques sont une étape cruciale, car les politiques publiques peuvent être un puissant moteur de changement. De plus, il est également nécessaire de renforcer les enseignements sur les questions de lutte contre les discriminations dans les formations, afin de sensibiliser la nouvelle génération aux enjeux de l'égalité. Soulignons que la ghettoïsation observée en QPV n'est pas imputable aux populations elles -mêmes, contrairement à la ghettoïsation des quartiers huppés, qui résulte avant tout de disparités socioéconomiques. Cette perspective doit être mise en lumière pour combattre les préjugés. Enfin, il est essentiel d'investir dans une meilleure formation des intervenants et des associations qui œuvrent sur le terrain.

Reste à faire... Les déboires

Nous constatons une augmentation des violences faites aux femmes depuis les différents confinements, ainsi qu'une continuité des difficultés d'accessibilité à l'emploi et au logement. Pour cela, il est crucial que la compréhension des discriminations évolue du stade individuel et personnel vers une dimension collective, organisationelle et systémique. Il est nécessaire de développer la capacité à quantifier les discriminations ethno-raciales pour les objectiver en utilisant les données existantes, en développant les tests et les expériences, tout comme cela est fait pour le handicap ou le genre. Se pose également la question du cadre réglementaire concernant les statistiques relatives aux origines. En complément, il est essentiel d'intégrer les problématiques liées à l'héritage historique, aux parcours migratoires, aux identités, aux colonisations passées et actuelles, ainsi qu'à la reconnaissance des luttes passées et actuelles, telles que les marches pour l'égalité.
Enfin, étendre les coopérations pour partager des codes et des usages communs à travers, par exemple, des approches communautaires permettra la convergence des luttes.

REPORTAGE

Expérimenter la discrimination

La journée a été marquée par un atelier au Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC) de Dunkerque, axé sur la lutte contre les discriminations. Les participants ont exploré des outils concrets, tels que le "Monopoly des inégalités", et ont discuté de la mise à jour du référentiel de lutte contre les discriminations de 2014. De plus, une exposition mettant en avant des initiatives de collectivités venues de toute la France a également été présentée.





(À gauche) Exposition du village de l'Égalité. (À droite) Les professionnels débutent une partie du Monopoly des inégalités.

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales

Le village de l'Égalité : une plongée au cœur des préjugés...

"Seuls les poissons morts nagent avec le courant" - Proverbe chinois de Confucius. Faire le choix de s'opposer aux phénomènes discriminatoires implique un processus à la fois cognitif et environnemental que la visite du village de l'Égalité nous incite à explorer. En effet, cette expérience nous invite à réfléchir sur nos pratiques et nos représentations, un exercice parfois difficile. L'interactivité de cet outil répond aux attentes en matière de sensibilisation aux conséquences de la discrimination, tant pour les enfants que pour les adulte. Cette exposition immersive, développée à Vitry-le-François, est composée de sept modules qui abordent différentes facettes de la discrimination à travers des lieux de la vie quotidienne tels que le cinéma, les commerces, l'école, le tribunal, la bibliothèque, etc. Nous avons été confrontés à une expérience de discrimination lors de la sélection arbitraire de sous-groupes d'individus, ce qui a suscité un malaise et des interrogations. Le décryptage est venu ensuite : catégorisation, stéréotypes, préjugés, puis discriminations - voici le processus mental qui conduit à la discrimination. Le parcours à travers les différents modules de la vie quotidienne nous a permis de mieux comprendre ce processus et de prendre conscience que la discrimination se manifeste par un traitement inégal dans des situations comparables. L'exposition illustre clairement que la discrimination est un acte répréhensible par la loi et non une simple opinion.

> **Sortir des préjugés est indispensable**



Munie de son ticket de cinéma, une professionnelle se rend dans le cinéma Agnès Varda du village de l'Égalité

Comprendre et experimener la coopération ?

Le jeu Coop ou pas Coop est un objet à s'approprier, un super outil pour mettre la question de la coopération effective et de la cohésion en débat au sein d'un collectif (interne, inter- partenaires). Mettre en place un programme d'actions et remplir tous ensemble des tableaux Excel est-ce coopérer ? La vraie coopération ne peut pas être décrétée, elle doit être vécue et expérimentée avec les habitants et les différents acteurs locaux. Pour cela, il est important de sortir des présupposés et des schémas de pouvoir pour construire ensemble et évoluer vers une posture collective. En partant d'un sujet fictif : la transformation d'un territoire par les habitants, le jeu permet de sortir des présupposés et des schémas de pouvoir pour et faire évoluer sa posture professionnelle.



Un débat enflammé lors d'une partie de Coop ou pas coop, les professionnels de Mulhouse testent le jeu à leur risque et périls. Photographie : Mathieu Frioux

Le carnet-métier : un compagnon indispensable

Ce guide regroupe des outils au service des équipes en charge de la Politique de la ville, et plus largement des professionnel-le-s du développement territorial.

Publicité



B X K Q X B Y B S A N T E I U I E S C Y
J Z W K O I P M M V O T O O A C C Q B Z
Ç S Q A B E V A L U A T I O N A Y J O E
F Y E Z S R G F C O O P E R A T I O N M
J Ç C X E V E D U C A T I O N B F S U P
Z L O O R Q G B I N C L U S I O N Q P L
N M W T V Y X B V X G O C L Z U Z Q R O
H J I J A B V L E G A L I T E U J P I I
S U W T T N X N H N L O G E M E N T D H
J E V B I D E N V I R O N N E M E N T F
C S Ç B O V L V Ç M O B I L I T E C K P
O O S I N F R A S T R U C T U R E S T R
H L M D H G Q K D A N Z M Z A I H K E Q
E I G T R A N S I T I O N L F D A Ç Q K
S D B W Q O I Ç Z J F O M H U D B A W F
I A S M Ç M Y N Y B Ç K N B S L I L V N
O R R E S E A U C D M I X I T E T V K V
N I K Ç U T H S E C U R I T E J A E X E
F T H O A F F V L P A W B B M L N A T N
Ç E Z C M A F P A R T I C I P A T I O N

Habitant	Emploi	Logement	Réseau
Cohésion	Environnement	Mixité	Santé
Coopération	Évaluation	Mobilité	Sécurité
Éducation	Inclusion	Observation	Solidarité
Égalité	Infrastructures	Participation	Transition

Ce document a été produit par l'Inter-Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain et les participants des différents ateliers des Journées Nationales